

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.91
Dossier n° 99/0010

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Opération n° 20030165

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 février 1999 réglementant les activités de transit et de tri de déchets industriels banals, de déchets de démolition de fours de verrerie exercées par la **STE RECUMAT** dans ses installations sises sur le territoire de la commune de SURY-LE-COMTAL - rue de la Fête Dieu ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 24 mars 2003 constatant l'inobservation des prescriptions de l'article 3-1 de l'arrêté préfectoral du 8 février 1999 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er

La **STE RECUMAT** qui exploite rue de la Fête Dieu à SURY-LE-COMTAL des installations de transit et de tri de déchets industriels banals, de déchets de démolition de fours est mise en demeure de respecter **avant le 30 septembre 2003**, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 8 février 1999 qui stipule dans son article 3-1 :

"Les matériaux cités en A seront stockés sur des aires bétonnées couvertes".

Les matériaux concernés sont :

- réfractaires électrofondus (ZAC)
- réfractaires en alumine pure (JARGAL)
- réfractaires à base de zirconium (ZIRCON)
- réfractaires à base de chrome

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

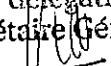
ARTICLE 3

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON M. le Maire de SURY-LE-COMTAL et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **15 AVR. 2003**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Jean Luc MARX



Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Société RECUMAT
2 RUE AMPERE
LE CHAMP BLANC
42290 - SORBIERS
- Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le Maire de SURY-LE-COMTAL
- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives
- Chrono

Pour le Préfet,
et par délégation
L'Attaché de Préfecture


R. PAGAT